

Appel à auteurs

Y a-t-il (toujours) une place pour le rap dans le travail social ?

Y a-t-il (toujours) une place pour le social dans le rap ?

N° 97, parution, mars 2027.

Dépôt des manuscrits jusqu'au 1^{er} septembre 2026 (par mail : Clara Lemonnier, clemonnier@adesformations.fr et Léo Lebrun, leo-lebrun@irts-pacacorse.com) en mentionnant vos coordonnées (téléphonique et postale).

Depuis plus de quarante ans maintenant, le rap en provenance des cinq *boroughs* (arrondissements) de New York a conquis les espaces culturels d'abord des États-Unis, puis du monde entier. Ce courant musical, intrinsèquement lié à une culture plus large — le *hip-hop* — qui mêle le *b-boying*, le *graffiti* et l'art du *deejaying*, a séduit les cœurs de plusieurs générations. Le rap, originellement *RAP* (*rhythm and poetry*), est une réappropriation de l'écrit par des classes populaires qui sont souvent racisées et marginalisées tant socialement que culturellement et artistiquement. Un des fondateurs de la Zulu Nation avait pour habitude de définir le *hip-hop* comme cette faculté de : « transformer l'énergie négative (l'origine sociale, le lieu de vie...) en énergie positive (la créativité...) ». Quel est l'écho que cette définition peut trouver dans le champ du travail social ?

EJM, l'un des piliers du rap parisien, est toujours aujourd'hui éducateur dans une Maison de jeunes (MJ). Au début des années 2000, les ateliers de rap se sont multipliés dans les MJ en Belgique. À Marseille, le studio d'enregistrement B. Vice, qui a accueilli aussi bien les Psy 4 de la rime que Jul à leurs débuts, est né dans un centre social (avant de « trouver » ses propres locaux). Cette initiative n'est pas un cas isolé. De nombreux groupes de rap ont été accueillis et accompagnés par des centres sociaux, des Maisons de jeunes et de la culture (MJC) ou des services jeunesse (souvent faute de l'être par des structures culturelles). Certains ont même créé des associations qui ont construit des studios d'enregistrement et une réelle infrastructure d'accompagnement de carrières artistiques. Le travail social a dès lors changé de nature se muant dans l'accompagnement artistique. Y a-t-il des liens historiques qui se sont construits entre le rap et le travail social ? Et si c'est le cas, qu'en est-il aujourd'hui ? Quels rapports le rap entretient-il avec le travail social et réciproquement ?

Car, si rap et travail social ont une histoire commune, difficile de dire qu'elle soit un long fleuve tranquille. Le « Hey connard » adressé à un directeur de Maison d'enfants à caractère social de la rappeuse Keny Arkana (toujours écouté, semblerait-il, par les gamins en MECS) ou encore le « Mais j'ai jamais dit que j'avais besoin d'une assistante sociale, espèce de connasse » d'AKH nous rappellent que le rap est parfois la voix de ceux qui échappent ou souhaitent échapper à une aide sociale tant celle-ci est vécue comme peu aidante. Ces morceaux témoignent toutefois d'un lien avec le travail social, lien qui peut sembler parfois de plus en plus lointain. Si travail social et rap ont pu sembler proches dans les années 1980 et 1990, notamment dans leur proximité avec la question sociale, la victoire du rap (Maïzi, 2025) peut poser légitimement la question du prix (notamment politique et social) de cette victoire.

La place du discours rap dans la société est ambiguë. Il produit et diffuse depuis des décennies des milliers de narrations qui font politiques en racontant le quotidien inégalitaire et violent des lyricistes. Pourtant, qui écoute cette parole foisonnante comme une donnée politique à propos de la vie dans les quartiers que revendiquent les chanteurs, alors que l'on continue à se demander comment faire participer les habitants de ces lieux ? Narrations précieuses qui, souvent sans attache politique, cherchent pourtant à prendre part (Rancière, 2000) pour devenir audible, être prises en compte. Qu'est-ce que le social, agité par la même volonté de faire participer, pourrait apprendre du rap, tant sur la dynamique de mépris qu'il vit, que sur la méthode qui en fait l'énergie depuis ses débuts ?

Au sein des établissements sociaux et médico-sociaux, le rap est aussi une pratique des publics. Parfois pratique personnelle, il n'est pas rare cependant que le rap soit le moteur de projets éducatifs. Nombre d'éducateurs s'appuient sur le rap pour permettre aux publics accompagnés de trouver un moyen de mettre des mots sur ce qu'ils vivent et souhaitent exprimer, tant d'un point de vue personnel que politique. Ils sont souvent un moyen de « transformer l'existant par une créativité à la fois singulière et collective qui produit une certaine représentation de soi, de l'autre et du monde » (Regol et Bonnet, 2013). Nos pages souhaitent s'ouvrir à des récits sensibles et réflexifs relatant ces initiatives. Les textes de rap écrits par les publics bénéficiaires sont également bienvenus : s'il existe des écrits qui ont la capacité de témoigner de ce qu'est et permet le rap dans le travail social, ce sont probablement ceux-là.

Maïzi, Mehdi (2025). Le rap a gagné : À quel prix ? La Fabrique.

Rancière, Jacques (2000). Le partage du sensible. Esthétique et politique. La Fabrique.

Regol, Anna et Bonnet, Agnès (2013). « Rap et oralité ». Cliniques, 6(2), 161-175.

Manuscrit sous fichier Word entre 5000 et 30 000 signes maximum. Les autres recommandations sont sur le site du *Sociographe*.

Tout manuscrit est signé par un ou des auteurs physiques (pas de personnes morales). En cas de co-auteurs, nécessité d'avoir un seul contact pour la rédaction (ils seront présentés dans la publication par ordre alphabétique sauf contre-indication).

Les manuscrits et autres documents remis le sont à titre gracieux ; la publication est soumise à un contrat d'édition.

Tout fichier proposé suppose l'autorisation par l'auteur d'une mise en ligne possible sur Internet.

Contacts : Dossier coordonné par **Pierre Etienne** (enseignant-chercheur HELMO) et **Léo Lebrun** (formateur IRTS PACA et Corse, rédacteur en chef) avec le soutien de **Sébastien Joffres** (formateur IRTS Montpellier) et de **Wajdi Limam** (directeur général CÉMÉA Île-de-France).